

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 368 DU JEUDI 20 FEVRIER 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

PDG-RDA

Le parti fait de Doumbouya son candidat pour la prochaine présidentielle



P.3

Edito à vue d'Aigle

Un autre enlèvement et des inquiétudes !

Dans la nuit du 18 au 19 février 2025, aux environs de 4 heures, le coordinateur du Forum des Forces Sociales de Guinée, Abdoul Sacko, a été enlevé à son domicile à Conakry. Un autre enlèvement qui a fait réagir aussi bien en Guinée qu'à l'international.

Il faut dire que depuis un certain temps, l'on constate, avec une vive inquiétude, la multiplication des cas de disparitions et d'enlèvements en Guinée. Le cas le plus emblématique est celui de Fonké Menguè et Mamadou Billo Bah du FNDC disparus le 9 juillet 2024 pour une destination inconnue à ce jour. Selon des sources, ils auraient été enlevés par des hommes en uniforme. Quand il a reçu à son domicile des journalistes pour évoquer ce cas, Elhadj Mamadou Sylla, chef de file de l'UDG et frère aîné de Oumar Sylla alias Fonké s'est montré plutôt sceptique...

Journée mondiale de la Radio P.2



L'URTELCUI aborde la situation des médias fermés. (Entretien)

Nouveau président de la Commission de l'UA P.5



Ce qu'en pense un analyste des questions internationales. (Entretien)

Tragédie de N'Zérékoré P.6



Le dernier rapport d'ONGs et avocats fait état de 140 morts et 11 disparus

Guinée

P.5

L'ambassadeur du Rwanda célèbre les héros nationaux de son pays

Développement industriel P.3

Signature d'un partenariat entre la Guinée et la Corée du Sud

Décès de Bana Sidibé P.4

Louncy Fall rend hommage à l'ancien ministre de l'Urbanisme



Journée mondiale de la Radio

L'URTELGUI aborde la situation des médias fermés

Le 13 février de chaque année est déclarée Journée Mondiale de la Radio. Cette année, elle est célébrée sous le thème : « Radio et changement climatique ». En Guinée, cette occasion est mise à profit par le président de l'Union des Radios et Télévisions Libres de Guinée (URTELGUI), pour aborder avec peine, la situation des médias dont les agréments ont été retirés et fermés sur décisions des autorités. Dans un entretien accordé à votre hebdomadaire, Aboubacar Camara attire l'attention des autorités afin de promouvoir un dialogue devant aboutir à la reprise des activités de ces médias.



L'Aigleinfos : Le 13 février célébré comme journée mondiale de la Radio. Que représente cette journée pour vous ?

Aboubacar Camara : C'est une journée très importante dans le paysage médiatique de tous les pays du monde entier d'autant plus que la radio a 114 ans d'existence. Et après donc toutes ces années, elle reste le médium le plus accessible. Cette journée est célébrée en hommage du 13 février 1946, jour de la création de la radio des Nations-Unies.

L'Aigleinfos : « Radio et changement climatique », est le thème choisi cette année pour la célébration de cette journée. Quelle lecture faites-vous du choix de ce thème ?

Aboubacar Camara : Je pense que c'est un sujet d'actualité parce que le changement climatique aujourd'hui n'est plus à présenter aux hommes. Pour l'UNESCO, associer cette conscientisation des pays à travers le changement climatique qui de plus en plus est menaçant, vaut son pesant d'or.

L'Aigleinfos : Ce moyen de communication le plus accessible à tous, comme vous ne cessez de mentionner, est-ce qu'il comporte des avantages et inconvénients ?

Aboubacar Camara : Il faut

d'abord dire que la radio a été créée dans un but très déterminé. C'était de rapprocher les communautés afin qu'ils expriment leur liberté d'opinion à travers ce canal de diffusion. Comme vous pouvez le savoir, la radio c'est comme le riz ; lors qu'on en abuse, ça peut nous créer des problèmes et malheureusement la radio n'échappe pas à cela. Donc elle a certes des inconvénients, mais ces inconvénients ne viennent de la radio elle-même mais des interprétations que ces hommes sont en train de faire à travers la RADIO.

L'Aigleinfos : Quels sont les défis auxquels sont confrontés ce médium dans ce 21ème siècle ?

Aboubacar Camara : Il faut parler du modèle économique car la plupart des radios parlent plus de la politique que d'autres sujets car la politique passionne les débats. Mais l'autre élément plus important, c'est le défi numérique. C'est un passage obligé pour tous les médias y compris la radio de s'inscrire dans ce sens. Et j'en appelle aux hommes de médias d'aller vers la spécialisation que ça soit dans le domaine de la culture, divertissement et autres, ce qui pourrait nous permettre d'avoir des contenus plus astreignants à l'image des autres pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal. Le défi numérique aussi

est là. C'est vrai qu'on évolue en modulation de fréquence mais il faut intégrer nos productions au numérique pour que le Guinéen qui est là ou à l'extérieur puisse les voir. D'où cette intégration parce que le monde s'y trouve.

L'Aigleinfos : Cette célébration alors que plusieurs médias sont fermés depuis maintenant plus d'un an. Du côté de l'URTELGUI, qu'est-ce qui est en train d'être fait pour faire revenir ces médias ?

Aboubacar Camara : C'est vrai qu'il y a des médias en général, des radios en particulier qui sont fermées. Et, nous profitons de cette occasion pour interpellier les gouvernants, leur dire que nous sommes conscients qu'il y a un problème qui est là, mais il va falloir qu'on se retrouve autour de la table pour parler puisque nous travaillons pour un même public. Et pour l'émergence de ce même public, il faut qu'on ait une discussion en profondeur pour que ces médias puissent reprendre.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Aboubacar Camara, président de l'URTELGUI !

Aboubacar Camara : Tout le plaisir a été pour moi.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Édito à vue d'aigle



Un autre enlèvement et des inquiétudes !

Dans la nuit du 18 au 19 février 2025, aux environs de 4 heures, le coordinateur du Forum des Forces Sociales de Guinée, Abdoul Sacko, a été enlevé à son domicile à Conakry. Un autre enlèvement qui a fait réagir aussi bien en Guinée qu'à l'international.

Il faut dire que depuis un certain temps, l'on constate, avec une vive inquiétude, la multiplication des cas de disparitions et d'enlèvements en Guinée. Le cas le plus emblématique est celui de Foniké Mengué et Mamadou Billo Bah du FNDC disparus le 9 juillet 2024 pour une destination inconnue à ce jour. Selon des sources, ils auraient été enlevés par des hommes en uniforme. Quand il a reçu à son domicile des journalistes pour évoquer ce cas, Elhadj Mamadou Sylla, chef de file de l'UDG et frère aîné de Oumar Sylla alias Foniké s'est montré plu-

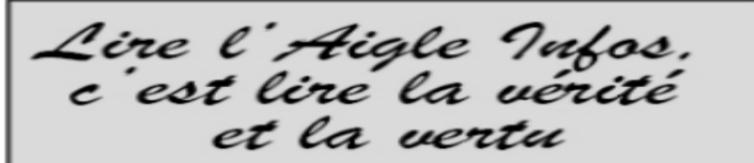
tôt sceptique. Les défenseurs des droits de l'homme et les activistes de la société civile ne cessent d'alerter la communauté internationale sur cette double disparition. Les autorités gouvernementales et judiciaires ont fait des sorties pour dire qu'elles ne savent pas où se trouvent les deux responsables du front anti-3ème mandat sous Alpha Condé. Le 17 octobre 2024, c'est l'ancien secrétaire général du ministère des Mines et de la Géologie, Saadou Nimaga, qui s'est fait enlever en plein jour dans l'enceinte d'un hôtel de Kaloum. A ce jour, l'on est toujours sans nouvelles du pauvre père de famille et l'angoisse est à son comble chez ses proches qui ne savent plus à quel saint se vouer. Et comme si tout cela ne suffisait pas, c'est l'ancien ministre du Commerce sous le régime déchu, Marc Yombouno, par ailleurs membre actif du Bureau politique national du RPG Arc-en-ciel, qui a dénoncé les menaces dont il fait l'objet sur les réseaux sociaux. Il faut rappeler que le natif de Gueckedou fait partie des cadres de l'ancien parti au pouvoir qui ne se font pas prier pour prendre la parole dans la presse ou lors des assemblées générales hebdomadaires pour demander la libération de leurs camarades détenus à la maison centrale de Conakry pour détournement présumé de deniers publics et dénoncer la façon dont la transition est conduite par le CNRD et son président, le général de corps d'armée Mamadi Doumbouya. De là à penser que c'est peut-être à cause de ses critiques contre le pouvoir en place que Marc Yombouno a reçu des menaces, il y a un pas que certains observateurs n'ont pas hésité à franchir avec empressement. Et dans la foulée, le journaliste Habib Marouane Camara a lui aussi été enlevé pour une destination inconnue. L'actuel locataire du palais Mohammed V avait pourtant promis d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne devrait être candidat. Aujourd'hui, on l'accuse, à tort ou à raison, de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 -
Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com
Tél: (+224) 621 93 53 88
Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo
Rédacteur en Chef: Sékou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction: Sammuél M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50
Imprimeur: Alseny Camara 628066445
Imprimerie: Imprimerie Lanyi
Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page: CMP-GAMS 629106363
Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)



Kéfina Diakité



PDG-RDA

Le parti fait de Doumbouya son candidat pour la prochaine présidentielle

Le lundi 17 février 2025, une assemblée générale extraordinaire du PDG-RDA s'est tenue aux Cases de Bellevue. Les responsables et militants du parti de l'indépendance ont réinvesti Mohamed Touré (fils de Sékou Touré, premier président de la Guinée indépendante) dans ses fonctions de Secrétaire général après 7 ans d'absence pour cause d'ennuis judiciaires aux Etats-Unis d'Amérique.



Par la voix de son président d'honneur, Elhadj Sanassy Keïta, le PDG-RDA a clairement apporté son soutien total au Général Mamadi Doumbouya qui est pressenti comme potentiel candidat à la prochaine présidentielle en Guinée.

« Le jour où on dira allez-y aux urnes, notre voix est connue, c'est pour Mamadi Doumbouya, il n'a qu'à continuer son pouvoir. Il n'y a pas de ville et de village en Guinée où il n'est pas en train de travailler. Nous attendons les autres, nous on a notre position qui est connue. Pour Mamadi Doumbouya, nous n'avons pas de problème, aussi longtemps qu'il sera président nous on n'est pas candidat, notre candidat c'est Mamadi Doumbouya. », a-t-il martelé.

L'ancien secrétaire général par intérim du parti, Mangamory Bangoura, de renchérir en ces termes : « Le président Mamadi Doumbouya, s'il

manifeste le désir d'être président de la République, on l'appuie, ce sera notre candidat potentiel. On ne présentera pas un candidat, ça c'est l'avis du PDG-RDA, tant que lui, il peut se présenter comme candidat à la présidence de la République, il n'y a pas de raison qu'on ne l'affirme pas. »

Et pour justifier ce positionnement, Mangamory Bangoura dira : « Dès que le président Mamadi Doumbouya est arrivé au pouvoir, il n'a pas fait des mois pour restituer les biens du président Ahmed Sékou Touré à sa famille. Ça, nous savons que personne, de tous les présidents qui sont passés, personne ne l'a fait. Le président Lansana Conte l'avait décidé, mais il ne l'a pas appliqué. Alors, si le général Mohamed Doumbouya prend le courage, lui qui est très jeune, il vient, il prend le courage de restituer les biens du président

Ahmed Sékou Touré à sa famille, ça, c'est un grand atout. Donc ça, c'est le premier aspect, le deuxième aspect, l'aéroport de Conakry a été rebaptisé au nom du président Ahmed Sékou Touré. Le troisième facteur, C'est que les tomes du président Ahmed Sékou Touré, qui ont été enseignés ailleurs, que des Guinéens ont essayé de piétiner. Si le président, le général Mamadi Doumbouya cherche à rééditer cet homme-là au bénéfice des Guinéens, on dirait encore vraiment bravo au général Mamadi Doumbouya. Le quatrième facteur, c'est la villa Andrée Touré de Faranah. Tout le monde sait dans quel état il était, il a rénové cela aussi. Le travail qu'il est en train d'abattre pour la Guinée, le projet Simandou 2040, c'est extraordinaire... »

Kéfina Diakité

Développement industriel

Signature d'un partenariat entre la Guinée et la Corée du Sud

Un partenariat stratégique a été signé le mercredi 19 février 2025 à Conakry, entre la Guinée et la Corée du Sud à travers la Banque Africaine de Développement (BAD) pour renforcer la résilience des entreprises et promouvoir l'industrialisation du pays du général Mamadi Doumbouya.



« Notre mission consiste à collaborer afin de trouver une solution, notamment un plan d'action pour ce programme de développement industriel. Premièrement, il s'agit de la formation et de la création d'un fonds de développement industriel. Ensuite, nous devons nous pencher sur la loi de contenu local et sur la manière dont elle peut être utilisée pour favoriser le développement des petites et moyennes entreprises. Le troisième sujet concerne la création et la gestion de zones industrielles et de zones économiques spéciales. Enfin, le dernier sujet porte sur les cinq pôles industriels. Nous avons donc quatre sujets majeurs. En nous appuyant sur l'expérience coréenne en matière de développement industriel et en comparant la situation avec d'autres pays similaires à la Guinée, nous allons tenter, dans le cadre de ce programme, de proposer des mesures concrètes et adaptées au contexte guinéen pour mettre en œuvre le plan de développement industriel », a déclaré Kyehwan KIM, responsable du programme KSP Guinée (Knowledge Sharing Pro-

gramme-KSP), dont l'objectif est de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), de développer des zones économiques spéciales (ZES) et d'améliorer le cadre réglementaire du contenu local.

Dans son intervention de circonstance, Dre Djaka Sidibé, ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, a déclaré : « aujourd'hui, alors que notre pays traverse une période de refondation, nous avons la ferme ambition d'inscrire la Guinée sur la même trajectoire de transformation économique et sociale. L'industrie constitue aujourd'hui une priorité nationale et se positionne au cœur du programme de développement socio-économique durable Simandou 2040, qui vise à structurer l'économie guinéenne autour des pôles industriels compétitifs et intégrés. La Guinée, dotée d'un potentiel minier, agricole et énergétique exceptionnel, ne peut plus se contenter d'exporter ses matières premières brutes. Il est impératif d'accélérer l'industrialisation afin de maximiser la valeur ajoutée de nos ressources, de créer des emplois durables et d'assurer un

développement inclusif. C'est dans cette perspective que notre politique de développement industriel national repose sur plusieurs axes stratégiques : l'émergence d'un tissu industriel performant basé sur des PME dynamiques et innovantes ; la mise en place et la gestion efficaces des zones économiques spéciales et des parcs industriels ; l'application de la loi sur le contenu local, qui garantira une meilleure intégration des entreprises nationales dans la chaîne de valeur industrielle. A travers le programme KSP, nous bénéficions aujourd'hui d'un accompagnement stratégique de la Corée du Sud, dont l'expertise dans le développement industriel n'est plus à démontrer. Nous comptons sur cette expérience précieuse pour nous guider dans la mise en œuvre de notre politique industrielle. Et faire de la Guinée un pays compétitif sur le plan international. »

Mamadou Oury

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Dossier résidence de Cellou Dalein

Les observations de Souleymane Souza Konaté de l'UFDG

Souleymane Souza Konaté, président de la Commission Communication de l'ANAD et Conseiller chargé de communication de Cellou Dalein Diallo, a cru devoir faire des observations sur l'invalidation, par la cour suprême, du décret d'attribution du domaine de Dixinn au chef de file de l'UFDG.



« C'est pourquoi, il est crucial de mettre un point final aux spéculations : le décret présidentiel n'a pas été annulé par l'arrêt de la Cour suprême, au contraire, la demande en annulation du décret introduite hors délai (plus de 19 ans) par l'État a été déclarée irrecevable par la Cour. Donc, c'est l'État qui a été débouté de sa demande en annulation du décret. Contrairement aux affirmations mensongères qui circulent, Cellou Dalein Diallo n'a pas perdu un procès. La réalité est bien différente : le jugement sur le fond n'a même pas eu lieu. Le décret présidentiel, qui attribuait la résidence à Cellou Dalein Diallo, reste en vigueur, même si par ailleurs la Cour suprême, dans sa réponse au Tribunal de Dixinn, déclare que le décret est contraire à la loi. Ce que les Avocats du Président CDD contestent formellement.

Rappelons les faits : l'achat de la résidence a été fait en toute légalité, avec une évaluation indépendante, un paiement transparent via un chèque bancaire, et une quittance libératoire délivrée par l'État. Ce n'est qu'après cela que le décret présidentiel a été signé, et le titre foncier a été établi en bonne et due forme. Tout cela a été fait dans le respect absolu des règles. Ce qui a suivi, c'est une expulsion arbitraire, une démolition et un projet politique pour effacer ce bien. Trois ans plus tard, ceux qui cherchent à justifier l'injustifiable ont

tenté de remettre en cause ce décret, mais leur recours a été balayé par la Cour suprême, simplement parce qu'ils ont agi hors délai. Résultat : leur tentative de faire annuler le décret a échoué.

Quant à l'avis rendu par la Cour suprême, il est important de souligner que cet avis ne concerne que ceux qui l'ont demandé et le Tribunal de Dixinn. Cellou Dalein Diallo n'a pas saisi la Cour, et cette décision ne remet pas en cause la validité du décret. Il n'a aucun effet sur le jugement du tribunal de Dixinn, qui reste seul compétent pour trancher le fond du dossier. Les spéculations sont inutiles.

Le décret n'a pas été annulé, et Cellou Dalein Diallo n'a pas perdu. La procédure judiciaire est loin d'être terminée, car le dossier qui est pendante devant le Tribunal de Dixinn doit suivre son cours normal. Ceux qui voulaient manipuler la justice pour justifier une atteinte grave à un droit de propriété ont échoué. La vérité est désormais claire : une manœuvre politique a été démasquée, et elle n'a pas eu l'effet escompté. Pour l'instant. », a réagi Souleymane Souza KONATÉ, président de la Commission Communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de Communication de Cellou Dalein Diallo.

Kaba Kankoula

Politique

Bah Oury, menace de descente à son siège, refondation... le RPG annonce une importante décision

À l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, la direction nationale du parti a dit ce qu'elle pense du terme "Refondation" devenu monnaie courante en Guinée. Ensuite, le parti d'Alpha Condé a menacé de saisir les juridictions pour dit-il, contre des individus qui veulent prendre en otage son siège.



La lecture de l'ancien député, Mohamed Lamine KAMISSOKO à propos du terme "refondation" est toute autre que celle vantée par les autorités de la transition. Pour ce cadre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel, ce mot qui résonne à travers tout le pays, ne colle pas à la réalité du pays. « Il y a un grand mot qui a été dit au cours de cette transition que nous ne comprenons pas, quand quelqu'un a dit "la refondation". Le président Ahmed Sékou TOURÉ, sous le label du PDG a conduit la Guinée à l'indépendance. Notre nation a été fondée sur le travail, la

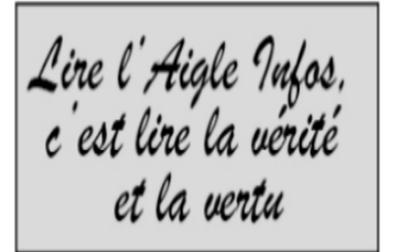
justice et la solidarité, le tout assis sur ce qu'on appelle la démocratie. On ne peut parler de refondation que quand un système politique est complètement détruit, quand ces valeurs-là n'existent plus. Donc, qui peut parler de refondation en Guinée ? Cette histoire de refondation est un faux débat », a-t-il lancé. Il ajoute par ailleurs que le peuple est suffisamment mûr pour comprendre ce qui se cache derrière cette politique des membres du CNRD et du gouvernement Bah Oury. Le RPG Arc-en-ciel menace de saisir les juridictions pour dit-il, contre des individus qui ont manifesté l'in-

tention de débarquer à son siège, pour contraindre ses militants contre leur gré. Cette alerte a été donnée au cours de cette assemblée, par le bureau politique national du parti. Selon Marc Yombouno, des manœuvres seraient en cours depuis très longtemps pour tenter de prendre en otage les sièges du RPG Arc-en-ciel. Le scénario de Kankan, impliquant le Coordinateur de la Synergie Général Mamadi DOUMBOUYA 2025, en est un exemple, estime le navire jaune. Le Parti d'Alpha Condé n'approuve pas une telle démarche venant d'anciens alliés. « Le Pr. Alpha Condé était un président de la République, donc il n'appartenait plus au RPG. La plupart des hauts commis qui étaient avec lui, n'étaient pas du RPG, mais c'est ça la République et après il y a eu un coup d'État contre lui. Est-ce que ces politiciens qui n'ont plus de chemin peuvent faire un coup d'État contre le RPG Arc-en-ciel ? On peut déloger le RPG ? On peut venir occuper le siège du RPG sans le président du RPG, sans les responsables et militants ? », s'est-il interrogé. L'ancien ministre du Commerce souhaite que ce son cri du cœur tombe dans de bonnes oreilles pour empêcher cette volonté. « Nous lançons un appel aux autorités compétentes de veiller à ça pour que cette volonté funeste n'ait pas lieu. Qu'ils disent à tous ceux qui sont dans ce complot pour venir s'imposer au RPG, ils n'ont qu'à leur

dire, on vous a écoutés beaucoup mais n'allez pas jusque-là », a-t-il sollicité. Ce membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel estime que cela peut permettre de préserver la quiétude sociale, capitale pour le retour à l'ordre constitutionnel. Cependant, le parti envisage d'engager des poursuites judiciaires contre ceux qui sont derrière cela. « Nous avons notre groupe d'avocats qui travaille là-dessus, et nous allons déposer une plainte contre X pour ces agissements qui ne sont pas honorables dans notre pays », a annoncé Marc Yombouno. Autre point débattu à cette rencontre hebdomadaire, c'est les propos tenus par le Premier ministre, dans la ville de Guéckédou, à l'occasion de l'immersion gouvernementale. Le bureau national du parti a qualifié d'allégation, la sortie de Amadou Oury Bah, sur l'accompagnement financier accordé à cette ville au temps du CNDD. Le passage de Bah Oury dans la préfecture de Guéckédou, dans le cadre de l'immersion gouvernementale, a fait des mécontents au RPG Arc-en-ciel. L'ancien parti au pouvoir estime que les déclarations faites par ce dernier sur la gestion du montant d'un milliard de nos francs pour assister les sinistres de l'inondation de 2008-2009 ne collent pas à la réalité. « En 2009, il y a eu une grande inondation à Guéckédou comme ce qui s'est passé l'année dernière. Le gouvernement de Da-

dis avait débloqué un milliard pour venir en aide aux sinistrés et ils ont demandé aux services de l'Habitat de faire en sorte que les impactés soient délocalisés dans des zones bien placées avec un plan de masse », a rappelé Marc Yombouno. C'est ce que le Premier ministre a utilisé à Guéckédou. En disant que l'argent a été donné pour la reconstruction de la ville mais les gens disparaissent. C'est fait sciemment parce qu'en 2008-2009, le gouvernement de Dadis étant un régime de transition, c'est le gouvernement d'Alpha qui est venu géré. Je le mets au défi de prouver ce qu'il a dit à Guéckédou et d'amener la CRIEF à faire des enquêtes », a-t-il lancé. L'ancien ministre du Commerce déconseille au chef du gouvernement de ne pas considérer tout ce qu'il entend. « Quand tu vas en immersion, n'écoutez pas des haineux, des gens qui cherchent à détruire à tout prix les autres. Quand vous n'écoutez pas les bonnes personnes, vous allez mentir. Et je pense que c'est ce qui lui est arrivé », a-t-il ajouté.

Samuel Demba. D



Enlèvement d'Abdoul Sacko

Réactions d'Alpha Condé et de Cellou Dalein Diallo

Comme il fallait s'y attendre, l'enlèvement du Coordinateur du Forum des Forces vives de Guinée, Abdoul Sacko, dans la nuit 18 au 19 février 2025, a fait réagir des acteurs politiques guinéens, notamment l'ancien président de la République, Pr Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo, le chef de file de l'UFDG.



« L'arrestation arbitraire d'Abdoul Sacko, Coordinateur du Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG), dans la nuit du 18 au 19 février 2025, par des hommes cagoulés à son domicile, est un énième acte inacceptable qui s'inscrit dans une série de violations systématiques des libertés fondamentales par la junte au pouvoir. Ces individus, l'ont emmené vers une destination inconnue », a martelé Alpha Condé. Et d'ajouter : « L'arrestation d'Abdoul Sacko n'est malheureusement qu'un exemple parmi d'autres des violations systématiques commises par la junte guinéenne et la mise en place d'un climat généralisé de violations des droits humains. Cet acte s'inscrit dans un contexte de répression accrue contre les acteurs de la société civile et les défenseurs des

droits humains, visant à étouffer toute voix dissidente... Face à cette situation intolérable, je condamne ce nouvel acte et exige la libération immédiate et sans condition d'Abdoul Sacko, ainsi que de tous les détenus politiques et militants des droits humains arbitrairement arrêtés » Cellou Dalein Diallo, pour sa part, a lui aussi condamné ce qu'il qualifie de "kidnapping" et accuse directement le Groupement des Forces Spéciales. « Je dénonce avec la plus grande fermeté l'enlèvement en pleine nuit d'Abdoul Sacko, coordinateur du Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG) et membre des Forces Vives de Guinée (FVG). Le kidnapping violent de cette autre figure emblématique de la société

civile guinéenne a été perpétré par des éléments des Forces spéciales ce mercredi 19 février 2025, à 4 h du matin, à son domicile de Kiroti, devant sa mère, son épouse et ses enfants », a réagi le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, tout en appelant les Guinéens à s'unir face au CNRD et à son président, le général Mamadi Doumbouya. « Peuple de Guinée, nous ne pouvons pas rester passifs face à cette spirale de violence et d'intimidation qui vise à étouffer toutes les voix dissonantes du pays. Il est urgent de s'unir et de s'organiser pour faire partir cette junte afin de restaurer les libertés fondamentales, l'État de droit et la démocratie dans notre pays », écrira l'ancien Premier ministre de Lansana Conté sur sa page Facebook.

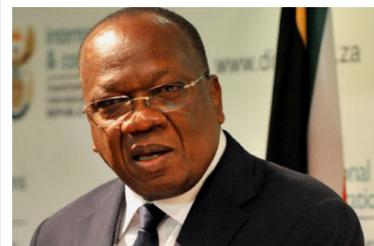
Mamadou Oury



Décès de Bana Sidibé

Louncy Fall rend hommage à l'ancien ministre de l'Urbanisme

C'est une profonde tristesse que les Guinéens ont appris le dimanche 16 février 2025, le décès de l'ancien ministre de l'Urbanisme, Dr Bana Sidibé. L'ancien Premier ministre Louncy Fall, a tenu à lui rendre hommage.



« L'hommage unanime rendu à Dr Bana Sidibé est le signe évident de la reconnaissance de ses immenses services rendus à la Nation. Je garde du Dr Bana Sidibé un souvenir d'une autre dimension de l'homme. Pressenti pour occuper le poste de Premier Ministre en 2004, ma première pensée fut de faire revenir Dr Bana Sidibé au gouvernement, cette fois, en lui confiant un grand département ministériel à la hauteur de ses immenses talents : le Ministère de l'Aménagement du Territoire, comprenant les Travaux Publics et l'Urbanisme. Je me suis rendu à son domicile pour lui faire la proposition en compagnie de mon ami Moussa Diallo, son neveu. Il nous a accueillis avec sa courtoisie et son humilité légendaires. Il me remercia pour cette démarche mais déclina l'offre en me rappelant

la manière singulière dont il fut remercié en 1992 du gouvernement. Rien n'y fit ce jour-là pour le convaincre. Très peu d'hommes étaient à mesure de rejeter une telle promotion. Je reviens le revoir plusieurs fois les jours suivants, et, laborieusement, je finis par obtenir son accord, à cause de ma personne et de mon insistance, m'a-t-il souligné. Contrairement à ma proposition, à l'annonce de la composition du gouvernement, le Président Lansana Conté lui confia le Département des Travaux Publics. C'est ainsi qu'il fit son retour au gouvernement, retour unanimement salué par tous nos compatriotes. Technicien compétent, dévoué, humble, intègre et d'une grande probité, Dr Bana Sidibé a laissé des traces indélébiles sur le paysage urbanistique de notre pays. Très peu de ministres peuvent se prévaloir de traces visibles comme celles léguées par Dr Bana Sidibé. Un grand serviteur de l'Etat. Que son âme généreuse repose en paix. », a témoigné Louncy Fall, ancien Premier ministre.

Kaba Kankoula



Nouveau président de la Commission de l'UA Ce qu'en pense un analyste des questions internationales

Le 38ème sommet de l'Union africaine s'est tenue à Addis-Abeba les 15 et 16 février 2025. Il a été sanctionné par l'élection de Mohamed Aly Youssouf, à la présidence de la commission de cette organisation continentale. Une rencontre qui se tient au moment où une partie de la RD Congo est décimée par les rebelles de la M23 soutenus par l'armée rwandaise. Ibrahima M'Bemba Bah, spécialiste des questions diplomatiques, analyse ce sujet dans votre quotidien.



L'Aigleinfos : Parlez-nous de ce que vous retenir de ce sommet ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Il faut dire que ce sommet a été un camouflet parce qu'ils n'ont pas abordé les principaux thèmes à savoir la résolution des crises au Soudan et la guerre dans l'Est de la RDC. Malheureusement, on a assisté à une omission de ces sujets.

L'Aigleinfos : Quel bilan faites-vous de Moussa Faki Mahamat, président sortant de la Commission de la plus grande organisation du continent ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Je ne dirais pas que le bilan, je ne dirais pas qu'il est complètement négatif mais il n'a pas eu d'impact concer-

nant l'avancée de l'Union Africaine sur le continent. Vous avez la démocratie qui est en recul sur le continent notamment lors de son second mandat. Des coups d'Etat militaires précédés par des coups d'Etat constitutionnels en Guinée, au Gabon et en Côte d'Ivoire.

Moussa Faki Mahamat et la commission africaine n'ont pas pu empêcher ces changements de constitution permettant à ces présidents de se maintenir au pouvoir. Donc, cela a donné un mécontentement aux populations et une envie aux militaires de revenir au pouvoir. L'Afrique fait face à de multiples crises multidimensionnelles en Lybie, au Maroc, au Sahel, au Nigéria avec les attaques du Boko Haram, au Tchad,... Cela résulte du fait qu'il est dans une posture qui ne lui permet pas d'avoir une certaine influence. La commission de l'Union Africaine ne peut produire des résultats qu'à la volonté des Etats.

L'Aigleinfos : Quels peuvent être les nouveaux défis du Djiboutien Mohamed Aly Youssouf à l'UA ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Ce sont pratiquement les mêmes : la question du recul de la démocratie en Afrique, ces coups d'Etat qui donnent envie aux militaires de rester au pouvoir. On n'entend pas l'UA

taper du poing sur la table, la gestion des conflits comme ce qui se passe en RD Congo, le respect des droits de l'Homme. Au-delà de ça, on nous avait parlé d'un passeport régional africain qui va permettre à tous les Africains de circuler librement sur le continent mais on est encore loin de ça. Il y a la ZLECA (Zone de Libre Echange Economique) qui n'est pas effective.

L'Aigleinfos : Vous parlez tantôt de la situation dans l'Est de la RD Congo qui n'a pas été condamnée lors de ce 38ème sommet. Quel message cela renvoie aux peuples africains ?

Ibrahima M'Bemba Bah : L'UA est en train de faire une véritable preuve d'hypocrisie parce que c'est le Rwanda qui était représenté à travers Paul Kagame et Félix Tshisekedi n'y était pas. Ce n'est plus un secret, l'armée Rwandaise est présente en RD Congo en violation même du droit international qui dit que les Etats ne doivent pas procéder à l'agression.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous êtes en train de dire que l'arrivée de ce Djiboutien n'apportera rien à l'UA ?

Ibrahima M'Bemba Bah : On espère

toujours qu'il apporte de l'amélioration mais est-ce qu'il a une marge de manœuvre pour pouvoir impacter le fonctionnement de l'UA, je vous dirais simplement non ! Vous avez une organisation où les contributions des Etats peinent à entrer, une organisation où des Etats sont plus forts que l'UA elle-même, ça ne peut pas marcher. Il faut aller vers une zone beaucoup plus intégrée comme celle que nous avons en Europe avec l'Union européenne.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ibrahima M'Bemba Bah, spécialiste des questions diplomatiques !

Ibrahima M'Bemba Bah : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Guinée

L'ambassadeur du Rwanda célèbre les héros nationaux de son pays

Le samedi 8 février 2025, l'ambassadeur de la République du Rwanda en Guinée, a célébré la journée nationale des Héros de son pays, en présence des autorités de la municipalité de Ratoma ainsi que certains diplomates accrédités à Conakry.



Dans son allocution, l'ambassadeur Michel SEBERA a félicité ceux qui se sont dressés à leur côté activement pour le bon déroulement de l'assainissement dénommé « UMGANDA » qui a débuté au centre émetteur de Kipé vers la mer. Selon lui, cet acte démontre l'engagement de l'esprit de solidarité et de responsabilité qui caractérise leur nation. « Aujourd'hui, nous nous réunissons ici à notre Ambassade afin d'honorer la mémoire et l'héritage de nos héros nationaux, ces femmes et ces hommes qui, au péril de leur vie, ont sacrifié leur confort, leur liberté, et parfois même leur existence pour défendre notre patrie bien-aimée, le Rwanda. Mais en cette journée, nous ne célébrons pas uniquement les héros du passé. Nous rendons également hommage aux héros de notre époque : ces citoyens anonymes ou reconnus qui, par leur dévouement, continuent de faire rayonner notre pays. Qu'ils soient enseignants, médecins, militaires, artisans, chercheurs, agriculteurs

ou humanitaires, leur travail quotidien contribue à renforcer notre nation et à assurer un avenir meilleur aux générations futures », déclare-t-il.

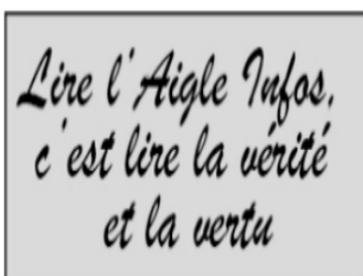
Selon lui, la cause pour laquelle les compatriotes et amis se sont battus dépassait le sens de leur propre vie : il s'agissait de la libération de leur peuple et de leur pays. « C'est à ces héros que nous devons notre unité, l'intégrité de notre pays et surtout sa grandeur, malgré sa petite taille. Par ailleurs, le Rwanda ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans ces milliers d'autres héros, dont les noms restent gravés à jamais dans nos mémoires collectives ».

Le diplomate a salué en particulier leurs frères et sœurs Inkotanyi de l'Armée Patriotique Rwandaise : « leur bravoure, leur courage et leur persévérance ont permis de libérer notre pays. Ils sont tous nos héros, à jamais, et la République leur est profondément reconnaissante. Et,

oui, les libertés ne sont pas acquises, elles ont été conquises. Afin de conserver ces libertés, nous devons honorer les valeurs de nos héros et les transmettre aux générations futures. Que cette commémoration soit un rappel pour chacun d'entre nous : nous avons tous, à notre manière, la responsabilité de faire l'héritage de nos héros et les valeurs qui les ont guidés. Le Rwanda que nous voyons aujourd'hui, est le fruit de leur lutte, et c'est ensemble que nous devons poursuivre leur œuvre, en honorant la paix, la justice et l'unité », déclare-t-il. Les chansons sur l'héroïsme et le cocktail, ainsi que l'animation, étaient au cœur de la cérémonie vivante.

Pour conclure, avant le discours de Son Excellence, SEBERA, le Président de l'Association des Rwandais vivant en Guinée (RCA-GUINEE), Mr. Théogène NTAKIRU-TIMANA, a détaillé point par point la genèse de leur chère patrie, la République du Rwanda.

Zézé Guilavogui



Disparition

Le réalisateur malien Souleymane Cissé, l'un des pères du cinéma africain, est mort

Le célèbre réalisateur malien Souleymane Cissé, l'un des pères du cinéma sur le continent africain, s'est éteint mercredi 19 février à Bamako, a annoncé sa fille à l'Agence France Presse. Il était âgé de 84 ans.

C'est une grande figure du cinéma en Afrique qui s'en est allée. « Papa est décédé aujourd'hui à Bamako. Nous sommes sous le choc. Toute sa vie, il l'a consacrée à son pays, au cinéma et à l'art », a déclaré sa fille Mariam Cissé. Le réalisateur Souleymane Cissé avait reçu le Prix du jury à Cannes en 1987 pour son film Yeelen, qui raconte le long parcours initiatique d'un jeune homme issu d'une illustre famille bambara. Yeelen était arrivé ex-aequo avec Shinran ou la Voix immaculée du réalisateur japonais Rentaro Mikuni. « Je suis très ému. Je suis venu à ce festival pas pour gagner des prix mais pour une ouverture plus large. Pour que le cinéma soit universel. Ce prix n'est, je pense, pas pour moi mais surtout pour ceux qui m'ont aidé de l'autre côté et qui n'ont pas le droit de parler. Merci ! », avait déclaré Souleymane Cissé dans son discours.

« Aller à la recherche d'une culture qui ressemble à mon peuple, à mon pays le Mali »

Son premier long métrage, Den Muso, réalisé en 1975, lui avait valu un séjour en prison. Une épreuve qui n'empêcha pas le cinéaste de poursuivre sa carrière avec deux autres films, Baara en 1978, et Finyè en 1982, qui lui permirent de remporter à deux reprises l'Étalon de Yennenga, le grand prix du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco). Après la sortie de Finyè, son

troisième film, Souleymane Cissé s'était confié au micro de Catherine Ruelle pour RFI à propos de ce qu'il voulait transmettre à l'écran : « Ce film, qui ne ressemble pas du tout à mes deux précédents, ne fait qu'ajouter à l'idée que je me fais du cinéma. C'est-à-dire aller à la recherche d'une culture qui ressemble à mon peuple, à mon pays qui est le Mali. C'est à travers les images que j'ai voulu m'exprimer – et je tiens à continuer – pour qu'il y ait une expression vraiment cinématographique, et qu'à travers celle-ci, le monde entier puisse découvrir cette culture qui a toujours été ignorée par certains. »

Souleymane Cissé, décédé dans une clinique de Bamako, aurait dû présider le jury « fiction long métrage » lors de la 29e édition du Fespaco, qui doit se tenir à partir du 22 février à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. En 2023, il avait été primé à nouveau à Cannes avec le Carrosse d'Or, une récompense spéciale décernée à la Quinzaine des cinéastes en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle au cinéma mondial.

Dans un discours émouvant au moment de recevoir cette dernière récompense – qui lui avait été dérobée pendant quelques jours en 2024 –, Souleymane Cissé avait déclaré : « Le cinéma aura été ma vie. Pour cela, je remercie le cinéma. »

Etats-Unis/Ukraine

Donald Trump charge Volodymyr Zelensky, «dictateur» et auteur d'un «boulot épouvantable»

La joute verbale entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump a franchi une nouvelle étape, ce mercredi 19 février. En réponse aux mots du président ukrainien qui estime que le conservateur américain « vit dans un espace de désinformation russe », le locataire de la Maison Blanche a qualifié son homologue de « dictateur sans élections » et l'a attaqué sur sa popularité et de prétendus détournements de fonds.



Les attaques se durcissent encore un peu plus entre Washington et Kiev. Les rapports, tendus depuis que les États-Unis ont amorcé un rapprochement avec la Russie en vue de discussions pour mettre un terme à la guerre en Ukraine – manœuvre diplomatique dont l'Ukraine et l'Europe sont pour l'instant écartées –, deviennent même exécrables. Donald Trump avait déjà adressé un commentaire sec à Volodymyr Zelensky, mercredi 19 février, depuis sa résidence floridienne de Mar-a-Lago. Alors que le président ukrainien a déclaré que Donald Trump « vit dans un espace de désinformation russe », en plus de dénoncer des « pourparlers sur l'Ukraine sans l'Ukraine », le président américain a confié sa déception et fustigé

l'absence de discussions de paix au cours des trois dernières années. « Vous n'auriez jamais dû commencer (la guerre) », a-t-il lancé. « Dictateur sans élections » et « comédien au succès modeste » Mais quelques heures plus tard, toujours ce 19 février, Donald Trump a été encore plus rude à propos de Volodymyr Zelensky dans des messages postés sur internet. Via sa plate-forme Truth Social, le président américain a attaqué son homologue ukrainien, « un dictateur sans élections ». « Zelensky devrait se dépêcher ou il ne va pas lui rester de pays », a écrit Trump, qui « adore l'Ukraine, mais Zelensky a fait un boulot épouvantable ». C'est une critique récurrente ces derniers jours chez le successeur de Joe Biden : il déplore l'absence

d'élections en Ukraine depuis le début de l'invasion russe. Le mandat de Volodymyr Zelensky, commencé en mai 2019, aurait dû expirer en mai 2024, mais en raison de la guerre et la loi martiale, aucun scrutin n'a pu se tenir. Donald Trump a aussi égratigné le président ukrainien sur sa prétendue dépendance à la puissance américaine : « Réfléchissez-y, un comédien au succès modeste, Volodymyr Zelensky, a persuadé les États-Unis d'Amérique de dépenser 350 milliards de dollars pour s'engager dans une guerre qui ne pouvait pas être gagnée, qui n'aurait jamais dû commencer, mais une guerre qu'il, sans les États-Unis et "TRUMP", ne pourra jamais régler. » L'Institut économique IfW Kiel chiffre l'aide américaine à l'Ukraine à 114,2 milliards de dollars depuis 2022. Trump tance Zelensky, Poutine « rencontrerait avec plaisir Donald ». Selon Donald Trump, Volodymyr Zelensky aurait « admis » que la moitié de l'aide fournie par les États-Unis à Kiev avait disparu. Et le président ukrainien refuserait de « tenir des élections » car il serait « très bas dans les sondages ukrainiens ». « La seule chose à laquelle il était bon a été de mener Joe Biden à la baguette », a-t-il encore attaqué. Mardi, Trump avait affirmé que la cote de popularité de Zelensky était de 4%, mais un sondage réalisé début février par l'Institut international de sociologie de Kiev et publié mercredi indique que la cote de confiance auprès des Ukrainiens est à 57%. « Une chose que tout

le monde l'admet : seuls "TRUMP" et l'administration Trump peuvent » parvenir à négocier avec la Russie pour mettre fin à la guerre, a encore martelé le président, investi il y a presque un mois. De son côté, Vladimir Poutine a loué la reprise du dialogue russo-américain. S'exprimant à la télévision russe, le maître du Kremlin a dit « évaluer positivement » les discussions de mardi en Arabie saoudite entre les chefs des diplomates russe et américaine, Sergueï Lavrov et Marco Rubio, se félicitant d'un « premier pas ». « Sans renforcer le niveau de confiance entre la Russie et les États-Unis, il est impossible de résoudre de nombreux problèmes, y compris la crise ukrainienne », a-t-il prôné. Le président russe a jugé que l'équipe envoyée par Donald Trump était « ouverte au processus de négociation » et a accusé les Ukrainiens et les Européens d'être opposés à des pourparlers. « Je rencontrerais avec plaisir Donald (...). Et je pense que lui aussi », a-t-il ajouté, précisant toutefois ne pas pouvoir dire d'ici combien de temps une telle rencontre pourrait être organisée. L'Allemagne s'insurge face aux propos « absurdes » de Trump La sortie au vitriol de Donald Trump a fait réagir en Allemagne. Annalena Baerbock, la ministre des Affaires étrangères allemande, a qualifié les propos du président américain de « complètement absurdes ». « Si l'on ne fait que tweeter rapidement, mais que l'on voit le monde réel, alors on sait qui, en Europe, doit malheureusement vivre sous

des conditions dictatoriales : les habitants de Russie, les habitants de Biélorussie », a-t-elle déclaré à la télévision publique ZDF. Olaf Scholz a lui confié au magazine Spiegel qu'il est « tout simplement faux et dangereux de nier au président Zelensky sa légitimité démocratique ». « Le fait que, en pleine guerre, des élections régulières ne puissent pas être organisées correspond aux dispositions de la Constitution ukrainienne et des lois électorales. Personne ne devrait prétendre le contraire », a-t-il ajouté. Aux États-Unis, dans le camp républicain, la famille politique du président, certains rejettent quelques attaques lancées à l'encontre de Volodymyr Zelensky. « Poutine a commencé cette guerre. Poutine a commis des crimes de guerre. Poutine est le dictateur qui a assassiné ses opposants. Les États de l'Union européenne ont contribué davantage à l'Ukraine. Zelensky est à plus de 50% dans les sondages », a listé l'élu Don Bacon sur X. « Je n'accepte pas cette double pensée à la George Orwell », a-t-il dénoncé, en référence à l'auteur du roman dystopique 1984. Mike Lawler, autre élu républicain, a également abondé : « Vladimir Poutine est un dictateur ignoble et un voyou (...). Il n'est ni notre ami ni notre allié. (...) En ce qui concerne les élections, bien sûr l'Ukraine devrait avoir des élections libres et justes – mais que cette demande provienne de Poutine et de la Russie est comique et sert ses propres intérêts.

RFI

Tragédie de N'Zérékoré

Le dernier rapport d'ONGs et avocats fait état de 140 morts et 11 disparus

La tragédie meurtrière survenue à N'Zérékoré est loin d'être jetée aux oubliettes. Avocats Sans Frontières et des ONG de défense des droits de l'homme font de cela leur cheval de bataille. Lors d'une conférence organisée le vendredi, 14 février 2025, ces défenseurs des droits de l'Homme ont dressé un nouveau bilan sur la bousculade de fin d'année 2024. Ces organisations font état de 140 morts et une dizaine de disparus.



Les bilans se succèdent après la bousculade meurtrière survenue au stade de N'Zérékoré le 1er décembre 2024. Le président d'Avocats Sans Frontières Guinée révèle les résultats de leur enquête : « Ce qui s'est passé à N'Zérékoré est un carnage. On a eu des informations et des images comme quoi, certains corps ont été transportés au camp militaire de N'Zérékoré. Et vous savez à ces endroits, quelle réponse est donnée quand vous voulez mener des investigations. Et c'est ce qui fait certainement que parmi les chiffres qu'on va publier il y a des cas de morts mais puisqu'on n'a pas la certitude que ces personnes sont vraiment mortes, considérez ces personnes-là comme des disparus qui ont été envoyés à cet en-

droit. C'est ce qui a motivé la mise en place de cette commission d'enquête qui est composée de dix personnes, qui a sillonné N'Zérékoré et environnants pendant dix jours. Ils ont rencontré 156 parents des victimes et sur ce, ils ont pu recenser 140 morts et 11 disparus », a déclaré Me Aimé Christophe Labilé Koné. Ce présent rapport contredit le bilan officiel du gouvernement qui faisait état de 56 morts et plusieurs blessés. Les autorités, à travers le ministre de la Justice a, dans une sortie médiatique récemment, déclaré que le bilan n'a pas évolué depuis la survenue de ce drame. Me Frédéric Foromo Loua, Directeur exécutif de Mêmes Droits Pour Tous interpelle les autorités : « Je suis un peu mal à l'aise quand on fait ces genres de contradiction sur le nombre de morts. Un seul mort c'est déjà gravissime. Ce que nous faisons, c'est un travail impartial, nous n'avons pas pour objectif de jeter l'anathème sur qui que ce soit. Nous pensons que jusqu'à preuve du contraire que le gouvernement a cette volonté-là, d'aller vers la manifestation de la vérité. Et on ne peut pas parler de manifestation de vérité sans par-

ler, sans saisir les juridictions parce que ce sont elles qui sont chargées d'établir les culpabilités. Tout ce que nous demandons au gouvernement, c'est d'aller dans le sens de l'organisation d'un procès », a-t-il sollicité. Cet avocat demande l'organisation d'un procès pour situer les responsables dans ce drame : « Et parmi ces 156 familles, il y a 86 qui souhaiteraient aller en justice parce qu'elles n'entendent pas baisser les bars aussi facilement. Je rappelle qu'il y a une maman qui s'est donné la mort parce que le même jour, elle a perdu ses deux enfants », a-t-il ajouté. Lors des enquêtes sur le terrain, ces activistes des droits de l'homme rapportent que certaines familles des victimes n'ont pas souhaité collaborer sur instruction des autorités. Ils ajoutent aussi qu'ils n'ont jamais été directement entendus par la commission d'enquête mise en place par le gouvernement Bah Oury.

Samuel Demba. D

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Décret d'attribution du domaine de Sidya

Une invalidation dénoncée par l'UFR

Le samedi 15 février 2025, l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR s'est tenue à son siège national à Matam, dans la commune du même nom. Le parti est revenu sur la décision de la Cour suprême qui invalide le décret d'attribution du domaine de la Minière à son chef de file Sidya Touré.



Pour l'UFR, un parti considéré à juste raison comme l'un des trois poids lourds de la scène politique guinéenne, avec le RPG et l'UFDG, cette décision est contraire à la loi. Dans son intervention de circonstance devant les cadres et militants de l'UFR, Alya Kolon Bangoura, membre du bureau exécutif du dit parti a dit : « La résidence de Sidya Touré à la minière est une résidence qui est acquise de façon légale, depuis 1996. Nous sommes convaincus que là-bas, c'est pour le président Sidya Touré. Même après 1000 ans, le domaine de la Minière, c'est pour le président Sidya Touré... Le jeudi passé, cette décision est sortie contre toute attente. Voilà

un régime actuel qui contre-attaque et invalide le décret d'un président légal et légitime, en la personne de Gal Lansana Conté. C'est un président de la Cour suprême qui prend cette décision. Oui! Cette date aussi est restée dans les annales de l'histoire de la Guinée, on ne va jamais oublier cela... Nous continuons cette lutte. Si c'est le droit qui va nous restituer cette résidence, on le fera. Cette résidence nous sera retournée tôt ou tard, parce que c'est un territoire qui nous appartient, on l'a acheté à l'Etat ».

Kéfina Diakité

CRIEF Audition de deux superviseurs de l'AIPP pour atteinte à la santé publique

Les débats dans l'affaire Parquet spécial vs AIPP se sont ouverts le mercredi 19 février 2025 par devant la chambre du jugement de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief).



Pour rappel, l'Agence internationale de promotion Pharmaceutique (AIPP) est poursuivie, en compagnie de deux (2) de ses superviseurs, (Yamoussa Keita et Lamine Sangaré, de nationalité malienne) pour des faits présumés d'atteinte à la san-

té publique, détention illégale, transfert, importation et vente des produits pharmaceutiques et complicité, suite à une plainte de l'Agent judiciaire de l'Etat. Les débats dans ladite affaire se sont ouverts mercredi 19 février 2025 par devant la chambre du juge-

ment de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief).

Yamoussa Keita, superviseur médecin délégué à l'AIPP, a déclaré : « C'était en avril 2024 quand nous avons été joint par un numéro inconnu qu'il y a des colis qui sont venus de Bamako de la part de Pharmaplus Bamako et qu'ils étaient destinés à notre agence AIPP. Donc, on s'est rendu sur les lieux. Étant sur les lieux, nous avons été surpris de la visite de deux (2) gendarmes qui ont saisi les produits, soi-disant que c'était des produits illégaux. Pourtant, ce sont des dispositifs médicaux à savoir des béquilles, plâtres et des chaises roulantes. Donc, j'ai appelé le représentant des Maliens en Guinée, qui est rentré en contact avec les deux gendarmes, ils nous ont laissés partir. Et, le lendemain, nous avons été appelés par le repré-

sentant des Maliens en Guinée pour nous dire qu'il a récupéré les produits et qu'il les a mis dans un entrepôt à Kaloum, d'aller les chercher. Donc, nous sommes allés chercher les produits, c'est arrivés à notre siège que les services spéciaux sont venus nous interpellé. Nous avons dit que les produits venaient de Pharmaplus Bamako. Mais quand ils ont appelé Pharmaplus, ils ont dit que ça ne venait pas de chez eux. C'est après vérification que Pharmaplus a su que les colis expédiés venaient de chez elle à travers leur employé chargé de l'expédition, du nom de Mantala Koulibaly. Je crois qu'au début, Pharmaplus n'était pas informé de cette expédition. Nous avons même appris que Pharmaplus a porté plainte contre son employé Mantala Koulibaly ».

Le juge Yacouba Conté de lui rappeler qu'à l'issue de la per-

quisition dans leurs locaux, des produits périmés auraient été saisis. L'accusé a répondu en ces termes : « Oui, mais ce sont des produits destinés à l'incinération. Chez nous, l'incinération prend beaucoup de temps, c'est toute une procédure. Ces produits n'étaient pas destinés à la vente ».

Quant à Lamine Sangaré, il a lui aussi plaidé non coupable. « Pharmaplus a dit que cette expédition a été faite sans son consentement. Que Mantala Koulibaly a agi en son propre nom, pas celui de leur société », s'est-il défendu. Le juge Yacouba Conté a par la suite renvoyé l'affaire au 05 mars prochain.

Kaba Kankoula

RPG Arc-en-ciel

L'affaire reconstruction de Guéckédou au menu de l'AG du parti

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, qui s'est tenue le samedi, 15 février 2025 au siège national du parti à Gbessia, l'ancien ministre du Commerce, Marc Yombouno est revenu sur l'affaire reconstruction de Guéckédou.



C'est lors de l'étape de Guéckédou de l'immersion gouvernementale à l'intérieur du pays, que le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, a déclaré que les fonds nécessaires à la reconstruction de cette ville de la Guinée forestière (victime des attaques rebelles en 2000) avaient déjà été mobilisés en 2008. Cette déclaration de l'actuel locataire du Palais de la Colombe a fait réagir le RPG Arc-en-ciel, par la voix de Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce. C'était lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'ex-parti au pouvoir tenue samedi, 15 février 2025. Paraphrasant le professeur Alpha Condé, ce membre du Bureau politique national du RPG Arc-en-ciel dira que tant le mensonge est gros, tant le Guinéen y croit. « Malheureusement, le Premier ministre a prouvé ça à Guecke-

dou. Ce qui est grave. Moi je le mets au défi d'alerter la Crief et faire des enquêtes. Guéckédou, c'était une ville carrefour. Sur le plan du commerce, après la ville de Conakry c'était Guéckédou à l'époque. Mais avec la rébellion des années 90, il y a eu l'afflux de réfugiés, ça a commencé à se dégrader et en 2000, 2001, les rebelles sont rentrés. Et ils ont tout détruit. Depuis, au temps de Lansana Conté, les populations s'attendent à la reconstruction. Maintenant si toi tu pars tenir de tels propos c'est pour que les dirigeants de l'époque soient rejetés par la communauté ou tu veux qu'on les tue ? », a martelé Marc Yombouno. Il est par ailleurs revenu sur ce qui s'est passé sous Dadis Camara par rapport à ce sujet précis.

« Le CNDD étant un régime de transition qui n'a pas duré (2008-

2009), donc ça veut dire que c'est le gouvernement d'Alpha Condé qui est venu gérer ce montant et où est la ville aujourd'hui ? Comment un milliard de francs guinéens pourrait-il reconstruire même un secteur de Guéckédou ? », a fait savoir Marc Yombouno à l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir.

Kaba Kankoula



Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Guinée

Le Forum des Forces Sociales condamne l'enlèvement d'Abdoul Sacko

Le mercredi 19 février 2025, dans une déclaration rendue publique à la Maison de la Presse, le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG) a fait part de son inquiétude par rapport à l'enlèvement, la veille, de son coordinateur, Abdoul Sacko, à son domicile au quartier Kiroti aux environs de 4h du matin.



« C'est avec une profonde inquiétude que nous informons l'opinion publique nationale et internationale de l'enlèvement brutal d'Abdoul Sacko, coordinateur des forces sociales de Guinée, dans la nuit du mardi au mercredi 19 février 2025, à 4h du matin à son domicile. Des hommes en uniforme, encagoulés, non identifiés, ont fait irruption à son domicile avant de l'amener de force vers une destination inconnue. A ce jour, nous sommes sans nouvelles de lui et aucune autorité n'a officiellement confirmé les raisons de cette arrestation arbitraire, ni son lieu de détention. Cet acte constitue une grave atteinte aux droits fondamentaux et aux libertés civiles en Guinée. Il intervient dans un contexte marqué par la recrudescence des enlèvements et des intimidations à l'encontre des acteurs de la société civile, qui œuvrent pour le retour à l'ordre constitutionnel et à la défense des droits humains. Nous dénonçons avec la plus grande fermeté cette disparition forcée et exigeons la libération immédiate et sans condition d'Abdoul Sacko, des explications

claires des autorités sur les circonstances de son enlèvement et de son lieu de détention, la fin des actes d'intimidation et de harcèlement contre les militants de la société civile en Guinée.

Par ailleurs, nous appelons également la communauté internationale, les organisations de défense des droits de l'homme et les partenaires de Guinée à prendre position et à exercer toutes les pressions nécessaires pour garantir la sécurité et la liberté des acteurs engagés dans la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit dans notre pays. La Guinée ne doit pas sombrer dans l'arbitraire et la terreur. Néanmoins, nous resterons mobilisés pour obtenir la vérité et la justice pour Abdoul Sacko et tous ceux qui subissent les attentes à leurs droits et libertés. », lit-on dans la déclaration du Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG).

Kéfina Diakité



France

Le Parlement approuve la nomination de Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel

Après des jours de suspense autour d'une candidature critiquée à gauche comme à droite, les parlementaires ont finalement approuvé mercredi d'un cheveu la nomination de Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel, sur proposition d'Emmanuel Macron.



Richard Ferrand a obtenu 39 votes favorables de la part des membres des commissions des Lois de l'Assemblée nationale et du Sénat qui l'ont auditionné alors que 58 parlementaires ont voté contre sa nomination. Pour que celle-ci soit rejetée, 59 voix contre étaient requises.

Au-delà des oppositions de gauche, la volonté d'Emmanuel Macron de nommer Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel a été contestée jusque dans les rangs des soutiens de l'actuel gouvernement, notamment par les députés Les Républicains (LR) qui avaient prévenu mardi qu'ils s'y opposaient.

Abstention du RN

Les députés du Rassemblement national (RN) ont indiqué pour leur part mercredi s'être abstenus lors du vote, organisé à l'issue de l'audition de Richard Ferrand par la commission des Lois de l'Assemblée et celle du Sénat. Les deux entités avaient le pouvoir de s'opposer à sa nomination en votant contre lui à la majorité des

trois cinquièmes des suffrages exprimés.

« Parrainé par Marine Le Pen et le Rassemblement national, nommé pour sauver Macron. Quel est leur accord secret ? », a réagi la cheffe des députés insoumis Mathilde Panot sur X, en allusion aux démêlés avec la justice de la présidente des députés RN, avec une menace d'inéligibilité sur laquelle le Conseil constitutionnel pourrait être amené à statuer indirectement.

Le député Les Républicains (LR) Olivier Marleix a de son côté pointé une « très faible adhésion qui fragilise l'institution du Conseil constitutionnel qui n'en a certainement pas besoin », et lui aussi évoqué un « deal secret entre Marine Le Pen et le président Macron ».

Fin du mandat de Fabius

La candidature de l'ancien député (2012-2022) était attaquée à gauche comme à droite pour sa proximité avec Emmanuel Macron, pour sa compétence juridique jugée trop faible, ou en raison de sa mise en examen pour

« prise illégale d'intérêts » dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne - la justice a conclu à un non-lieu pour prescription. « Je ne suis pas un professionnel du droit, c'est vrai, mais comme vous un serviteur de la République », a fait valoir Richard Ferrand devant les parlementaires, se dépeignant en « homme libre ».

« Je considère que le mode de désignation actuel (...) est le pire, mais je n'en connais pas de meilleur », a dit Richard Ferrand au Sénat. Emmanuel Macron a proposé Richard Ferrand, qui a étudié le droit à l'université et présidé l'Assemblée nationale de 2018 à 2022, en remplacement de Laurent Fabius, dont le mandat s'achève le 7 mars.

RFI

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Sénégal

Les médecins en grève pour dénoncer leurs conditions de travail

Au Sénégal, les médecins tirent la sonnette d'alarme face à leurs conditions de travail. Alors qu'ils appellent depuis plusieurs mois les autorités à recruter des médecins pour les hôpitaux publics et à améliorer les salaires et les retraites des médecins dans le secteur public sans succès, ils ont décrété une grève de 48h pour tenter de se faire entendre.



Dans le département de neurochirurgie de l'hôpital de Fann dans le centre-ville de Dakar, les couloirs sont quasi vides. Seules les urgences sont assurées. Les médecins en grève, comme le professeur Mbaye Thioub, neurochirurgien, dénoncent une dégradation dangereuse des conditions de travail.

« Moi, je suis surtout spécialisé dans le traitement des maladies neurovasculaires. Et aujourd'hui, même les clips pour traiter les anévrismes, on n'en a pas. On attend une commande qui n'arrive pas. Donc voilà, c'est une situation de précarité. C'est une situation d'insécurité », explique-t-il. Manque d'infrastructures de santé

Une situation de plus en plus fréquente, à en croire le docteur Oumar Gindo, médecin en santé publique au ministère de la Santé. Il cite l'exemple de la radiothérapie contre le cancer. « Actuellement, au Sénégal, il n'y a qu'une seule radiothérapie qui fonctionne pour le cancer. Il n'y en avait que deux. Celle de l'hôpital Dalal-Jamm est en panne actuellement, c'est celle de Touba qui fonctionne. Il faut jusqu'à quatre à cinq mois pour avoir un rendez-vous, vous imaginez ? Il faut vraiment que l'État fasse des efforts dans ce sens-là ».

Des efforts pour améliorer l'équipement des hôpitaux publics, mais aussi pour recruter, ce que l'État ne fait pas selon le docteur

Oumar Gindo. « Cela fait quatre ans qu'on n'a pas eu de recrutement de jeunes médecins pharmaciens et chirurgien-dentiste, alors qu'il y a un gap énorme, le besoin est là », assure-t-il.

Un besoin estimé à 18 000 médecins pour les hôpitaux publics du pays. Des infrastructures de santé là encore en nombre insuffisant selon le syndicat autonome des médecins qui plaide pour une répartition plus équitable des soins sur l'ensemble du territoire et demande une réponse du gouvernement après sept réunions avec les nouvelles autorités.

RFI

RDC

Dans un message, Félix Tshisekedi demande une aide militaire à Ndjamena

Didier Mazenga, envoyé spécial du président congolais Félix Tshisekedi, s'est rendu au Tchad le mardi 18 février. Une visite sur le chemin retour du sommet de l'Union africaine, avec un message du président Tshisekedi qui demande au président tchadien une aide militaire selon une source proche du dossier, alors que le M23 soutenu par le Rwanda ne cesse de progresser dans le Sud-Kivu, après avoir pris les deux grandes métropoles de l'est, Goma et Bukavu.



La demande adressée par Félix Tshisekedi à son homologue tchadien Mahamat Idriss Déby est une aide militaire « sous toutes formes ». Selon une source proche du dossier, l'envoyé spécial du président congolais venu à Ndjamena mardi 18 février à la mi-journée portait ce message au chef de l'État tchadien.

Amitié entre le Tchad et la RDC Le président congolais, dont une avenue porte désormais le nom dans la capitale Ndjamena, est dit très proche des autorités tchadiennes depuis son rôle de facilitateur de la Communauté des États d'Afrique centrale dans la résolution pacifique de la crise politique tchadienne.

Le 9 février dernier, Mahamat

Idriss Déby exprimait ainsi dans un communiqué sa solidarité avec le peuple congolais et son président, tout en appelant au respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la RDC.

En conséquence, et toujours selon cette même source, la demande de soutien militaire est donc examinée par Ndjamena, qui souhaite toute fois respecter les voies légales, qu'elles soient nationales ou internationales, tout en privilégiant l'option du dialogue, conformément aux résolutions du sommet conjoint des chefs d'États de l'EAC et de la SADC.

RFI